

À l'Union syndicale suisse

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **9 (1917)**

Heft 11

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383188>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Bulgarie

Dr N. Sakaroff; Janko Sakasoff.

Danemark

Carl-F. Madsen; P. Hedebol; T. Stauning; J.-H. Hansen

Allemagne

C. Legien, G. Bauer, J. Sassenbach, W. Janson, F. Paeplow, A. Brey, H. Sachse, E. Döblin, C. Hübsch, Th. Leipart.

Pays-Bas

J. Oudegeest, E.-C. Fimmen, F. van der Wal, F. van der Walle, N. van Hinte, J.-W. van Achterbergh, L. van der Wal, A. van Zutphen, A.-W. Jensch.

Norvège

Ole O. Lian, R. Hansen.

Autriche

Franz Domes, Anton Hueber, Rudolf Müller, Julius Grünwald, Ferdinand Hanusch.

Suède

Herm. Lindqvist, Ernst Söderberg, Arvid Thorberg, Claes-E. Tholin, Janne Jönssen.

Hongrie

S. Jászai, Desider Biro, Moritz Reisz, Alex. Gaibai, Julius Peidl, Franz Miakits, Alex. Proper, Stefan Farkas, Edouard Bresztovsky, Andreas Schneider.

Suisse

Oscar Schneeberger, Howard Eugster, Jacq. Schlumpf, Alb. Senn, Ach. GrosPierre, Franz Reichmann, Aug. Huggler, Emile Nicolet, Vuattolo, Karl Dürr, Emile Ryser.



A l'Union syndicale suisse

Le 19 octobre dernier, la commission syndicale s'est réunie à Olten. Cette réunion revêtait une importance toute particulière pour la Suisse romande, puisqu'à l'ordre du jour figurait la nomination d'un secrétaire de langue française ensuite de la création de ce poste par le congrès de septembre.

Non seulement cette nomination s'imposait pour donner satisfaction aux romands, mais elle était devenue nécessaire ensuite du développement de l'Union suisse, depuis environ deux ans, et de l'orientation que le dernier congrès a donnée à notre groupement national.

Quelques membres de la commission auraient désiré que le poste fut mis au concours. Mais la majorité, en présence de la candidature présentée, a jugé inutile la mise au concours, qui, certainement, aurait abouti au même résultat. Le camarade Charles Schurch, de La Chaux-de-Fonds, a été désigné.

Ch. Schurch n'est pas un inconnu pour le monde politique et syndical. Depuis de nombreuses années, il s'est attaché à la cause ouvrière et il a aussi acquis une grande expérience dans ce domaine. Actuellement, il joue un rôle impor-

tant dans la politique neuchâteloise, au Grand Conseil notamment, dont il est le vice-président. Depuis deux ans, il est secrétaire permanent des syndicats de la Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers à La Chaux-de-Fonds. Les services qu'il pourra rendre au secrétariat de l'Union suisse seront augmentés du fait que la langue française est sa langue maternelle, et qu'il parle très couramment la langue allemande.

Le siège du nouveau titulaire sera à Berne, au secrétariat actuel, et son entrée en fonctions est prévue pour le 1^{er} janvier 1918.



L'Europe en 1920

(Suite)

Perspective affolante, mais absurde, dira-t-on; on n'en viendra jamais là! C'est aussi notre opinion; mais néanmoins il n'est pas facile de découvrir à première vue comment on échappera à une éventualité qui, étant admises les données, semble s'imposer avec une nécessité arithmétique?

Voici pourtant quelles sont les solutions que l'on peut entrevoir.

D'abord on peut dire que l'hypothèse d'une prolongation de trois années ne se réalisera pas, précisément parce que sa réalisation est financièrement impossible: on ne trouvera pas l'argent disponible parce qu'il n'existe pas. La France, par exemple, ne récolte sous forme de Bons de la Défense nationale qu'un milliard par mois tout au plus. Quant aux emprunts en rente perpétuelle qui sont émis à peu près à une année d'intervalle, et dont le troisième est proche, ils sont alimentés surtout par la consolidation des emprunts à court terme et n'apportent pas beaucoup d'argent frais, 5 ou 6 milliards chaque fois. Ce ne sont donc là que de faibles appoints, de plus en plus distancés par la crue des dépenses.

Toutefois nous ne nous arrêtons pas à cette prévision, car d'une part nous voulons accepter toutes les conséquences de l'hypothèse et, d'autre part, l'histoire nous apprend qu'une guerre n'a jamais fini faute d'argent. Le jour où on n'en trouvera plus à emprunter, on fera ce que fit la Révolution française et ce que fait la Russie en ce moment: on en fabriquera.

Mais alors quelle sera la conséquence? C'est que la hausse des prix, qui se manifeste déjà avec tant d'ampleur dans tous les pays belligérants et même neutres, ira s'amplifiant au fur et à mesure que la guerre durera et se prolongera après qu'elle sera finie. Faut-il s'en effrayer? Evidemment c'est le devoir d'un gouvernement sage de faire son possible pour enrayer ce mouvement. Mais s'il n'y réussit pas, quelle en sera la conséquence? C'est que les revenus du pays, qui étaient évalués tout à l'heure à 33 milliards, s'élèveraient à 66 milliards, au cas où la hausse des prix serait simplement du double, ce qui est déjà à peu près le cas présentement, à 99 milliards au cas où les prix viendraient à tripler, etc... En effet, de quoi se composent les revenus d'un pays? Uniquement de la valeur d'échange des produits ou des services: les revenus bruts de l'agriculture doublent quand le prix du blé ou du vin vient à doubler, et le salaire fait de même.

Mais, dira-t-on, cette hausse est purement nominale, fictive, et ne représente aucun accroissement réel de richesse? — Assurément, mais elle n'en aura pas moins pour résultat de réduire proportionnellement la charge de la dette. Les douze milliards d'intérêts, qui sur un revenu